

LEURS PROFITS. NOS VIES.

Les enjeux pour le climat
et les droits humains des
assemblées générales 2023

CHANGE
TO SEE
WORLD



CLIMATE
JUSTICE

NO



Dossier de presse - Avril 2023

Introduction	3
Les assemblées générales à ne pas manquer	4
Les représentants de communautés locales	5
a. John Beard face aux terminaux d'exportation de gaz de schiste au Texas	5
b. Père Edwin Gariguez face aux terminaux d'importation de GNL aux Philippines	7
c. Fernando Barraza et Edith Galarza face à l'essor du pétrole et gaz de schiste en Argentine	8
d. Moustapha Faty face à l'expansion de gaz offshore au Sénégal	9
e. Peter Bosip face à l'ouverture d'un terminal de GNL en Papouasie Nouvelle Guinée	11
Les enjeux des assemblées générales des institutions financières	13
a. La finance française face à l'urgence climatique	13
b. AXA	14
c. Amundi	15
d. BNP Paribas	16
e. Crédit Agricole	17
f. Société Générale	18
g. SCOR	19
Le rôle des acteurs financiers dans les assemblées générales des entreprises	20
a. Le rôle des investisseurs en assemblée générale	20
b. Le Say on Climate	20
c. Les résolutions climatiques d'origine actionnariale	21
d. Les résolutions courantes	22
Annexe : Nos questions écrites	24
Contact presse	30

INTRODUCTION

Un mois après la sortie de la synthèse du sixième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC),¹ la saison 2023 des assemblées générales (AG) vient de débiter.

D'un côté, se trouvent des acteurs financiers prompts à user de faux arguments pour tenter de justifier l'injustifiable : impact de la guerre en Ukraine, insécurité des approvisionnements, taxonomie, inflation... Tout est bon pour continuer de soutenir les entreprises qui prévoient encore de développer de nouveaux projets de production et de transport du pétrole et du gaz, à rebours des recommandations du GIEC, des appels des Nations Unies² et des projections du scénario Net Zero Emissions by 2050 (NZE) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour limiter le réchauffement à 1.5°C.³

De l'autre, se trouvent des vies humaines et des écosystèmes, déjà brisés ou sur le point de l'être, en raison des ravages causés par ces projets, qu'ils soient immédiats ou à venir en raison du dérèglement climatique.

Entre les deux, une ligne, celle de la justice sociale et climatique, que plusieurs représentants de communautés locales venant des quatre coins du monde entendent rappeler aux acteurs financiers à l'occasion de la saison 2023 des assemblées générales.

Ils seront présents à Paris ces prochaines semaines pour appeler les grandes banques, sociétés d'assurance et d'investissement à faire primer la protection des droits humains et du climat sur leurs intérêts financiers de court terme. A travers leur lutte, ils illustreront la nécessité de stopper immédiatement le financement de nouveaux projets d'énergies fossiles.

Ils interpellent notamment leurs dirigeants lors de leurs assemblées générales pour les mettre devant leurs responsabilités et leur demander de privilégier une approche centrée sur la prévention du dérèglement climatique et de ses impacts humains, plutôt que sur la gestion des risques financiers liés au climat.

Les acteurs financiers sauront-ils mettre la justice sociale et climatique au cœur de la saison 2023 des assemblées générales en annonçant des mesures fortes contre l'expansion pétro-gazière et en votant contre les directions des entreprises arc-boutées sur une stratégie climaticide ? Reclaim Finance présente les enjeux et les moments clés des AG des grandes institutions financières françaises et des grandes entreprises de l'énergie.

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES À NE PAS MANQUER



27 avril



John Beard, fondateur et dirigeant du Réseau d'action communautaire de Port Arthur



Ariel Lebourdonnec, chargé de campagne Assurance chez Reclaim Finance

AXA, chef de file de la Net Zero Insurance Alliance, s'engagera-t-il enfin à ne plus assurer de nouveaux champs gaziers ?



BNP PARIBAS

16 mai



Edwin Gariguez, prêtre catholique philippin et militant écologiste



Fernando Barraza, représentant de la communauté Mapuche de Neuquén et Edith Galarza, avocate spécialisée en droits humains



Lucie Pinson, fondatrice et directrice exécutive de Reclaim Finance

BNP Paribas va-t-elle s'engager à ne plus financer l'expansion pétro-gazière et réorienter ses soutiens vers la transition énergétique ?



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

23 mai



Lucie Pinson, fondatrice et directrice exécutive de Reclaim Finance

Société Générale va-t-elle s'engager à ne plus financer l'expansion pétro-gazière et réorienter ses soutiens vers la transition énergétique ?

Amundi
ASSET MANAGEMENT

12 mai



Lara Cuvelier, chargée de campagne Investissements soutenables chez Reclaim Finance

Amundi va-t-il s'engager à ne plus acheter d'obligations des entreprises qui continuent de développer de nouveaux projets d'hydrocarbures ?



17 mai



Edwin Gariguez, prêtre catholique philippin et militant écologiste



Lucie Pinson, fondatrice et directrice exécutive de Reclaim Finance

Crédit Agricole va-t-il s'engager à ne plus financer l'expansion pétro-gazière et réorienter ses soutiens vers la transition énergétique ?

SCOR

25 mai



Ariel le Bourdonnec, chargé de campagne Assurances chez Reclaim Finance

SCOR, membre de la Net Zero Insurance Alliance, s'engagera-t-il enfin à ne plus assurer de nouveaux champs gaziers ?

LES REPRÉSENTANTS DE COMMUNAUTÉS LOCALES

John Beard face aux terminaux d'exportation de gaz de schiste au Texas

John Beard est le fondateur et dirigeant du Réseau d'action communautaire de Port Arthur⁴ (PACAN), une ville située dans l'État du Texas. Cet ancien employé d'ExxonMobil, où il a travaillé pendant 38 ans, vit non loin du site du terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) "Port Arthur LNG" contre lequel il se bat pour défendre les droits des communautés locales et préserver l'environnement.

Port Arthur LNG, développé par Sempra Energy, fait partie des 25 projets de terminaux d'exportation GNL en cours de construction ou d'étude sur la côte sud des Etats-Unis et visant à offrir de nouveaux débouchés commerciaux au gaz de schiste. L'empreinte sociale, environnementale et climatique de ces projets est catastrophique. L'impact carbone du gaz qui y transitera serait de 1,7 milliards de tonnes de CO₂e chaque année, soit l'équivalent des émissions de

450 centrales à charbon.⁵ Au-delà d'être une menace pour le climat, ces projets affectent les communautés locales et la biodiversité en raison de la pollution atmosphérique, des risques industriels, de l'artificialisation des sols. Loin d'être des solutions pour le développement économique et contre la pauvreté, ils peuvent au contraire menacer les tissus économiques existants et contribuer à la montée des inégalités. C'est par exemple le cas du projet Rio Grande LNG, porté par NextDecade, et situé plus au sud du Texas et qui menace les ressources halieutiques et le tourisme dont dépend l'économie locale.⁶

Quand bien même ces projets ne trouvent pas leur place dans le scénario NZE de l'AIE, les institutions financières françaises peuvent encore les soutenir, à travers des soutiens directs ou aux entreprises qui les développent. Côté assurance, AXA⁷ et SCOR⁸ n'ont aucun engagement à cesser d'offrir des produits d'assurance aux projets d'infrastructure de transport de GNL. Côté bancaire, BNP Paribas⁹ et Société Générale¹⁰ ont adopté une mesure d'exclusion des projets de terminaux GNL liés au gaz de schiste, BNP Paribas¹¹

“ Nous ne pouvons pas nous laisser faire et ne pas protéger la planète. L'avenir de l'humanité est en jeu ! En voulant développer le GNL, l'Europe met en péril la vie de nos communautés mais aussi celle de tous les habitants de cette planète. Ces projets de GNL peuvent avoir des impacts considérables sur les populations, l'environnement et le climat... et ce partout dans le monde. Les impacts du dérèglement climatique n'ont pas de frontières. ”

*John Beard, Fondateur et dirigeant du Réseau
d'action communautaire de Port Arthur*

ayant aussi restreint ses soutiens à certaines entreprises qui détiennent ou exploitent ces projets. Si Crédit Agricole s'est certes engagé à ne pas financer le projet Rio Grande LNG,¹² il a néanmoins participé récemment au financement de Port Arthur LNG à hauteur de 357 millions de dollars. La banque n'a pas non plus pris d'engagement plus important.¹³ Aucun engagement plus important n'a été pris par la banque. Natixis n'a pour sa part pris aucun engagement en la matière, ce qui lui a notamment permis d'apporter un financement de US\$ 219 millions en juin 2022 au terminal d'exportation de GNL "Corpus Christi", opéré par l'entreprise Cheniere Energy.

Au-delà des services financiers aux entreprises comme TotalEnergies qui développent ces

terminaux, les acteurs financiers contribuent au développement de ces projets à travers leurs soutiens aux entreprises qui signent des contrats d'achat du GNL, en vue d'alimenter leurs centrales à gaz ou de le revendre sur le marché. Ces contrats d'achat, tels que ceux signés par ENGIE¹⁴ et TotalEnergies¹⁵ pour Port Arthur ou Rio Grande LNG, sont essentiels pour faire avancer ces projets vers leur décision finale d'investissement.

John Beard interviendra à l'assemblée générale d'AXA le 27 avril et rencontrera plusieurs acteurs financiers pour s'adresser aux institutions financières françaises au nom de tous les citoyens mobilisés dans le sud des Etats-Unis contre l'expansion de l'industrie pétro-gazière.



Père Edwin Gariguez face aux terminaux d'importation de GNL aux Philippines

Le père Edwin Gariguez est un prêtre catholique et un militant écologiste philippin. En 2012, il a remporté le prix Goldman pour l'environnement¹⁶ pour avoir lutté avec succès contre un projet de mine illégale de nickel sur son île natale de Mindoro. Aujourd'hui, il est au cœur du mouvement de résistance contre les plans d'expansion massive du GNL menés plusieurs entreprises pétro-gazières, dont Shell, dans le passage de l'île Verde aux Philippines (VIP). Il sera accompagné dans son séjour en Europe par deux membres du Center for Energy, Ecology, and Development (CEED).

Ces entreprises pétro-gazières prévoient en effet de construire 8 terminaux d'importation de GNL et 8 centrales électriques au gaz dans le VIP, surnommé «l'Amazonie des océans». Avec 60 % de tous les poissons de rivage du monde¹⁷ qui y vivent et plus de 300 espèces de coraux qui y poussent, le VIP est l'habitat marin le plus riche en biodiversité au monde.

2 millions de personnes en dépendent, vivant de la pêche et du tourisme. Avec leurs plans d'expansion, les entreprises pétro-gazières mettent en péril cet écosystème ainsi que les moyens de subsistance des communautés locales.¹⁸

Les quatre plus grandes banques françaises, tout comme les assureurs et principales sociétés de gestion, n'ont aucune mesure prévoyant l'arrêt de leurs soutiens directs et indirects au développement de tels nouveaux projets gaziers. Si BNP Paribas est le premier financeur de Shell, avec US\$ 8,1 milliards de financements versés à la major depuis 2016, les 3 autres grands groupes bancaires font aussi partie des financeurs de l'entreprise: sur la même période, le groupe BPCE a apporté US\$ 822 millions de financement à Shell, tandis que Crédit Agricole et Société Générale ont chacun financé l'entreprise à hauteur de US\$ 388 millions.

Le Père Edwin Gariguez se rendra aux assemblées générales de BNP Paribas et Crédit Agricole les 16 et 17 mai prochains. Le militant philippin leur demandera de mettre fin à leurs soutiens aux projets de GNL et de gaz fossile, et de s'engager à ne plus fournir de nouveaux services financiers à Shell tant que l'entreprise sera impliquée dans ce projet.

Poursuivre ces projets gaziers, c'est mettre en danger le cœur même d'un épicode mondial de la biodiversité marine. La vie dans le passage de l'île Verde doit continuer à prospérer pour soutenir les millions de Philippins qui en dépendent pour se nourrir et gagner leur vie.

Père Edwin Gariguez, Lauréat du Prix Goldman pour l'environnement de 2012

Fernando Barraza et Edith Galarza face à l'essor du pétrole et gaz de schiste en Argentine

Fernando Barraza, représentant de la communauté Mapuche de Neuquén en Argentine, et Edith Galarza, avocate spécialiste des droits humains, font partie de ceux et celles qui se battent depuis des années contre l'industrie extractive pour préserver leurs terres. Un combat historique mené par les communautés autochtones Mapuche, principalement présentes au Chili mais aussi en Argentine, et qui s'inscrit dans la continuité de la résistance à l'invasion des colons¹⁹ et de la lutte plus récente contre l'accaparement des terres mené par l'agro-industrie, l'industrie du textile²⁰ et l'exploitation forestière.²¹

Le bassin de Vaca Muerta, grand comme la Belgique, regroupe la deuxième réserve de gaz de schiste de la planète, et la quatrième de

pétrole de schiste. A ce jour, seulement 4 % du bassin est exploité, mais le gouvernement argentin,²² avec le soutien du FMI,²³ a pour ambition de doubler sa production d'ici 2027 pour l'élever à 500 000 barils équivalent par jour. En souhaitant rendre le pays exportateur net d'énergies fossiles, il entend se placer en alternative crédible à la Russie sur la scène géopolitique, et espère renflouer ses réserves de devises pour remettre à flot son économie.²⁴

Les conséquences environnementales du pétrole et du gaz de schiste sont désastreuses. L'accélération de son exploitation risquerait d'infliger une pression considérable sur l'environnement,²⁵ le climat,²⁶ la biodiversité et les communautés Mapuche. Par ailleurs, l'exploitation minière et la marchandisation des actifs fonciers risquent de perturber le tissu économique historique, basé notamment sur l'agriculture et l'arboriculture.²⁷ Des risques majeurs niés par le PDG de TotalEnergies Patrick Pouyanné, qui voit plutôt à Vaca Muerta "le début d'une belle histoire"²⁸ pour les sociétés d'extraction comme la sienne.



La complexité technique que représente l'extraction de pétrole et de gaz de schiste et les lourds investissements qu'elle nécessite exigent l'appel à des entreprises étrangères pour son développement, en particulier les majors pétro-gazières qui opèrent au côté de la compagnie nationale YPF. C'est le cas de Chevron (12 % de la production d'ici 2030), ExxonMobil (9 %) ou encore Shell (6 %), BP (4 %) et TotalEnergies (3 %),²⁹ qui ont reçu US\$ 50,5 milliards de services financiers de la part des quatre principales banques françaises (BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BCPE Natixis) entre 2016 et 2022, et dans lesquelles Amundi détient US\$ 7,8 milliards.

Si les banques françaises se sont engagées à ne plus financer directement de nouveaux champs de pétrole et gaz de schiste, elles participent toutefois à leur développement en continuant de financer les entreprises impliquées dans ce secteur. La forte diversification de ces dernières leur permet cependant d'être épargnée par les politiques d'exclusion des acteurs financiers.

Fernando Barraza et Edith Galarza se rendront à l'assemblée générale de BNP Paribas pour témoigner de l'impact des projets de gaz et pétrole de schiste et demander à la banque française de mettre fin à ses financements aux entreprises qui les développent.

“ Des entreprises telles que Total, Shell, Equinor ou BP sont directement responsables de la disparition de nos rivières, de la pollution de nos territoires et de la mort de nos animaux, de l’empoisonnement de nos nappes phréatiques et de la faillite de nos foyers. ”

Fernando Barraza, Représentant de la communauté Mapuche de Neuquén en Argentine

Moustapha Faty face à l'expansion de gaz offshore au Sénégal

Moustapha Faty est coordinateur du Réseau pour la Défense de l'Environnement du Fogny (REDEF), membre du Réseau pour la Protection de l'Environnement de la Nature (RAPEN) et membre de la Coalition Globale des Peuples face à l'Extractivisme fossile, créé en novembre 2022 à Bruxelles. Il lutte en Casamance contre l'expansion gazière au large du Sénégal, qui engendre des conséquences sociales, environnementales et économiques catastrophiques.

La découverte de réserves de gaz et de pétrole au large du pays en 2014 a pris une nouvelle tournure suite à la guerre en Ukraine. Le conflit a rendu les réserves sénégalaises plus attractives pour les majors pétrolières et les investisseurs internationaux, dans un contexte où l'Europe cherche de nouveaux fournisseurs pour pallier la fin des approvisionnements russes. Si les premières autorisations d'exploitation des blocs ont été délivrées dès 2018 à des entreprises comme BP, Kosmos Energy et Woodside, l'exploitation vient à peine de commencer. Pourtant, les impacts se font déjà sentir sur la population et la biodiversité. L'exploitation de pétrole et de gaz offshore génère en effet de nombreuses conséquences environnementales sur la

biodiversité marine, alors que 80% de la pêche est encore traditionnelle au Sénégal. Des bancs de poissons morts et des traces d'hydrocarbures ont été retrouvés le long des côtes aux abords des lieux d'exploration pétro-gazière. L'un des projets de gaz offshore en eaux profondes est situé aux abords du parc Langue de Barbarie, où vivent des espèces menacées comme le pélican blanc et la tortue luth. Sur le plan social, la délimitation d'une zone d'interdiction pour la pêche (aux alentours de Saint-Louis) signifie que de nombreux pêcheurs se retrouvent sans revenus. Ils sont obligés de prendre des risques considérables pour aller pêcher dans les eaux mauritaniennes. Par ailleurs, une augmentation de la prostitution a été observée suite à l'appauvrissement de la population depuis le début de l'exploitation gazière.³¹

Les banques françaises ne sont pas étrangères à ces impacts. Non seulement elles continuent de financer sans condition les entreprises qui développent ces projets - comme TotalEnergies, mais elles ont déjà

participé directement à certaines transactions liées à leur développement. En 2019, CIC, filiale du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale, a participé aux côtés de Natixis et d'autres banques à une transaction d'un total de US\$ 700 millions pour la construction d'un d'un navire destiné à la production de GNL au large des côtes sénégalaises. En 2021, Société Générale a facilité une transaction de US\$ 1,5 milliards entre BP et Kosmos pour l'acquisition d'une plateforme flottante de production et de stockage. Si Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'interdit désormais de financer directement tout projet d'extraction et de transport d'hydrocarbures, ce n'est pas le cas de Natixis et de Société Générale qui limitent cette interdiction uniquement à certains hydrocarbures non-conventionnels.

Moustapha Faty sera présent à Paris en marge de l'assemblée générale de BNP Paribas et du Crédit Agricole pour alerter les acteurs financiers sur les conséquences sociales et environnementales de l'expansion gazière au Sénégal.

“ Nous disons non à l'exploitation du pétrole et du gaz au Sénégal. Non seulement elle se fait pour des intérêts purement mercantiles et essentiellement étrangers, mais a aussi des conséquences désastreuses sur notre cadre de vie ”

Moustapha Faty, Coordinateur du Réseau pour la Défense de l'Environnement du Fogny



Peter Bosip face à l'ouverture d'un terminal de GNL en Papouasie Nouvelle Guinée

Peter Bosip est le directeur du Centre pour les droits communautaires et la loi environnementale (CELCOR), situé en Papouasie Nouvelle Guinée, un pays insulaire victime de première ligne du dérèglement climatique. Peter Bosip travaille depuis 25 ans dans le domaine de la conservation biologique, des droits environnementaux et coutumiers. Son action pour la justice climatique et les droits humains le conduit à se mobiliser aujourd'hui contre le développement de nouveaux terminaux de GNL dans son pays.

Alors que le bilan de l'exploitation des énergies fossiles dans le pays par des entreprises comme Exxon Mobil, Santos, Kumul Petroleum n'est pas glorieux,³² TotalEnergies entend y développer une nouvelle infrastructure de GNL et développer un champs gazier pour l'alimenter. Le champ se trouve au sud des montagnes de la chaîne de Bismarck, à environ 120 km à l'intérieur des terres de la commune de Kerema et à 360 km au nord-ouest de Port Moresby, la capitale du pays. La chaîne de Bismarck est une zone de jungle dense, traversée par

plusieurs rivières, dont celle de Purari, et la côte est composée de champs de mangroves. Le projet prévoit la construction de 9 puits de production, d'une usine de traitement du gaz, 320 km de pipeline (dont 260 km offshore) et d'une usine de liquéfaction. Le projet soulève notamment la question du dédommagement des communautés affectées, dans un pays où plus de 97% du foncier est détenu par des clans et où les mécanismes de compensation relèvent d'un processus social complexe, qui a déjà été source de tensions par le passé.

Les quatre plus grandes banques françaises, tout comme les assureurs et principales sociétés de gestion, n'ont aucune mesure prévoyant l'arrêt de leurs soutiens directs et indirects au développement de tels nouveaux projets gaziers. Elles ont par ailleurs financé TotalEnergies à hauteur de US\$ 23,9 milliards de depuis 2016. Crédit Agricole et BNP Paribas se classent au premier et second rang des plus gros financeurs de la major française avec respectivement US\$ 9,5 milliards et US\$ 8,9 milliards de soutiens.

Peter Bosip sera présent à Paris autour de l'assemblée générale de BNP Paribas et du Crédit Agricole pour leur demander de s'engager à ne pas financer ce projet actuellement à l'étude et à conditionner leurs soutiens à TotalEnergies à son retrait du projet.

“ De nombreuses communautés des îles de Papouasie Nouvelle Guinée sont déjà sous l'eau à cause de l'élévation du niveau de la mer. Le pétrole, le gaz et le charbon doivent rester dans le sol! ”

Peter Bosip, Directeur du Centre pour les droits communautaires et la loi environnementale



LES ENJEUX DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

La finance française face à l'urgence climatique

La saison 2023 des assemblées générales d'actionnaires s'ouvre moins d'un mois après la sortie du rapport du GIEC, dans un contexte où la fin des nouveaux projets pétroliers et gaziers, que ce soit dans l'exploration, la production ou le transport, est clairement préconisé par l'ensemble de la communauté scientifique pour éviter les pires effets du dérèglement climatique. L'AIE a également indiqué que la guerre en Ukraine ne justifiait pas le déploiement de nouvelles infrastructures fossiles mais a projeté au contraire dans son dernier scénario visant à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C un arrêt rapide du développement de nouveaux champs d'hydrocarbures et un arrêt immédiat de celui de nouveaux terminaux de gaz naturel liquéfié.³³

S'engager à atteindre la neutralité carbone, comme l'ont fait les grandes institutions financières françaises, sans mettre un terme à leurs soutiens à l'expansion des énergies

fossiles et sans exiger de leurs clients un réduction de leur production d'hydrocarbures est qualifié de greenwashing par les Nations Unies.³⁴

Parmi les acteurs financiers français, seulement 11 d'entre eux ont pris des mesures significatives contre l'expansion pétrolière et gazière.³⁵ Même le Crédit Mutuel a procédé à un rétropédalage sur son engagement de 2021 et se laisse toujours la liberté de soutenir l'expansion pétrolière et gazière.³⁶

Comme pour le gestionnaire d'actifs Amundi, et les (ré)assureurs AXA et SCOR, les cibles de décarbonation adoptées par les grandes banques françaises ne garantissent pas l'arrêt des services financiers à l'expansion pétro-gazière. Et force est de constater que, en dépit de leurs engagements à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050 suivant une trajectoire 1,5°C, les 4 grands groupes français ont continué leur "business as usual", en allouant par exemple plus de US\$ 30 milliards aux 100 entreprises développant le plus de nouveaux projets fossiles en 2021 et 2022.³⁷



Assemblée générale : 27 avril 2023 - 14H30 - Salle Pleyel



John Beard, fondateur et dirigeant du Réseau d'action communautaire de Port Arthur



Ariel Lebourdonnec, chargé de campagne Assurance chez Reclaim Finance

En 2015, année de la COP21, l'ancien président directeur général du groupe AXA, Henri de Castries, prévenait déjà qu'un monde à +2°C pourrait encore être assurable mais qu'un monde à +4°C ne le serait certainement plus. 8 ans plus tard, AXA continue d'assurer de nouveaux projets de gaz en martelant qu'il accompagne ses clients dans leur "transition".³⁸

Membre fondateur et à la tête la Net-Zero Insurance Alliance (NZIA), alliance des assureurs engagés pour la neutralité carbone, AXA n'est pourtant plus capable de montrer l'exemple comme il a pu le faire par le passé sur le charbon.³⁹ Alors que ses concurrents (Allianz, Aviva, Generali, Mapfre, Munich Re, Swiss Re, Hannover Re) se sont tous engagés à ne plus couvrir les nouveaux champs de pétrole et de gaz, AXA persiste à dire que le gaz est nécessaire à notre transition⁴⁰ et ne prévoit aucune mesure pour en sortir.

En continuant d'assurer l'expansion des énergies fossiles et notamment les nouveaux champs gaziers, AXA ne remplit pas sa mission qui consiste à "offrir une vie meilleure à ses 107 millions de clients". Au contraire, le groupe français continue d'alimenter les risques liés au dérèglement climatique pesant sur ses clients. Pire encore, plutôt que de prendre les premières mesures préventives en arrêtant de soutenir les nouveaux champs gaziers notamment, AXA commence à abandonner certains de ses clients en refusant de les couvrir contre les risques de catastrophes naturelles.⁴¹

Quant à AXA IM, filiale d'investissement du groupe AXA, elle est toujours exposée à hauteur de 1,1 milliards de dollars dans les entreprises qui développent des projets pétroliers et gaziers,⁴² dont US\$ 100 millions dans TotalEnergies et US\$ 135 millions dans Shell. Par ailleurs, AXAIM détient US\$ 5 millions dans ENGIE. Loin d'encourager ces entreprises à faire plus pour se décarboner, AXA IM a voté contre la résolution actionnariale déposée en 2020 à l'AG de Total, et pour le Say on Climate de 2021 et 2022 malgré la faiblesse du plan climat de la major française.

Alors que la Net-Zero Insurance Alliance (NZIA) vient de perdre trois de ses membres,⁴³ le leadership de l'assureur français en matière climatique est plus que jamais remis en question.

Reclaim Finance interviendra, aux côtés de John Beard, pour appeler AXA à s'engager à ne plus couvrir de nouveaux champs gaziers.

Notre porte-parole sur AXA :

Ariel Lebourdonnec, chargé de campagne Assurance chez Reclaim Finance, ariel@reclaimfinance.org, 06 99 39 92 85

Amundi

Assemblée générale : 12 mai - 10h00 - Siège d'Amundi



Lara Cuvelier, chargée de campagne Investissements soutenables chez Reclaim Finance

Amundi, filiale d'investissement du groupe Crédit Agricole, continue d'investir sans condition dans la grande majorité des entreprises qui développent de nouveaux projets de pétrole et de gaz.⁴⁴ Par ailleurs, Amundi est loin d'être transparent en ce qui concerne ses règles de vote pour les entreprises du secteur. Si le géant français de la gestion d'actifs semble avoir amélioré ses pratiques de vote en 2022 en s'opposant davantage aux plans climat défaillants et aux administrateurs de certaines entreprises critiques d'un point de vue climatique,⁴⁵ il n'a pas prouvé l'efficacité de son dialogue avec les entreprises développant de nouveaux projets pétro-gaziers dans lesquelles il investit, et a même soutenu les plans climat de TotalEnergies et de BP en 2022. Enfin, la politique climat d'Amundi épargne toujours la gestion passive, qui représente 20% de ses actifs.⁴⁶

A ce jour, Amundi demeure le plus gros investisseur dans le secteur des énergies fossiles en France, et le 2e plus gros investisseur au niveau européen.⁴⁷ Il détient US\$ 16,4 milliards d'investissement dans 78 entreprises qui développent des projets pétroliers et gaziers,⁴⁸ dont US\$ 3,4 milliards dans TotalEnergies (dont il est le premier actionnaire)⁴⁹ et US\$ 1,3 milliards dans Shell. Par ailleurs, Amundi détient US\$ 405 millions dans ENGIE.

Cette AG sera marquée par le changement de gouvernance avec le départ d'Yves Perrier ainsi que l'organisation d'un Say on Climate. Reclaim Finance appelle les actionnaires d'Amundi à exiger la mise en place d'une politique solide afin de ne plus soutenir l'expansion fossile, notamment en votant contre les résolutions relatives à son plan climat, à la rémunération de ses dirigeants, et au renouvellement des membres du Conseil d'administration, en particulier Laurence Danon-Arnaud, Présidente du Comité Stratégie et RSE.⁵⁰

Reclaim Finance interviendra pour interpeller Amundi sur ses investissements dans l'industrie pétro-gazière, en particulier dans l'achat d'obligations, et sur son rôle en tant qu'actionnaire.

Amundi, le plus grand gestionnaire d'actifs français, détient au moins US\$ 16 milliards dans des entreprises développant le plus de nouveaux projets pétroliers et gaziers

(source : *Throwing Fuel on fire : GFANZ financing of fossil fuel expansion, Janvier 2023*)

Notre porte-parole sur Amundi :

Lara Cuvelier, chargée de campagne Investissements soutenables chez Reclaim Finance, lara@reclaimfinance.org, 06 68 45 18 93

BNP Paribas

Assemblée générale : 16 mai - 10h - Carrousel du Louvre



Lucie Pinson, fondatrice et directrice de Reclaim Finance



Père Edwin Gariguez, prêtre catholique et militant écologique philippin



Fernando Barraza, représentant de la communauté Mapuche de Neuquén en Argentine et Edith Galarza, avocate spécialisée en droits humains

BNP Paribas a beau avoir revu sa politique sectorielle sur le pétrole et le gaz en janvier dernier, il lui est toujours possible de financer de nouveaux projets gaziers ainsi que les entreprises qui développent de nouveaux projets d'hydrocarbures.⁵¹ C'est d'ailleurs principalement sur la base de ce motif que la banque a été assignée en justice par trois ONG fin 2022.⁵²

BNP Paribas se classe au 11ème rang mondial des 60 plus grandes banques finançant les énergies fossiles, avec \$US 166 milliards accordés au secteur depuis 2016, dont US\$ 64 milliards aux 100 plus gros développeurs d'énergies fossiles.⁵³ Concernant l'expansion pétro-gazière, la banque française est le premier financeur de 9 des plus grandes entreprises pétro-gazières européennes et états-uniennes avec US\$ 45,4 milliards de financement accordés depuis l'Accord de Paris. Elle est notamment le plus gros soutien financier de BP (US\$ 14,2 milliards), Eni (US\$ 10,7 milliards) et Shell (US\$ 8,1 milliards), qui sont loin d'avoir une stratégie climat alignée avec un scénario 1,5°C.⁵⁴ Malgré son adhésion à la Net Zero Banking Alliance (NZBA), à travers laquelle elle s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 suivant une trajectoire 1,5°C, la banque française ne montre aucune intention de changer de cap⁵⁵ et a même augmenté ses financements aux énergies fossiles en 2022.

Il est prévu lors de cette AG que les actionnaires approuvent la prolongation de 3 ans du mandat de Jean Lemierre, Président du groupe depuis 2014, ainsi que le renouvellement du mandat de Jacques Aschenbroich, membre du conseil d'administration. Tous deux sont également administrateurs de TotalEnergies. Reclaim Finance appelle les actionnaires à sanctionner le manque d'ambition qu'incarnent ces deux dirigeants en matière de lutte contre le dérèglement climatique en votant contre les résolutions qui les concernent.

Reclaim Finance interviendra, aux côtés de Père Edwin Gariguez et Fernando Barraza, pour appeler BNP Paribas à s'engager à ne plus financer l'expansion pétro-gazière. Une question sera également posée pour savoir si BNP Paribas est prête à adopter un objectif de ratio de financement correspondant à 1 euro octroyé aux énergies fossiles pour 5 euros à la production et distribution d'énergies "soutenables" à horizon 2030.⁵⁶ Ce serait l'occasion pour la banque de démontrer la crédibilité de son ambition à devenir un acteur majeur de la transition énergétique.

Notre porte-parole sur BNP Paribas :

Lucie Pinson, fondatrice et directrice exécutive de Reclaim Finance, lucie@reclaimfinance.org, +33679543715

Crédit Agricole

Assemblée générale : 17 mai - 19h30 - Maison de la Mutualité



Lucie Pinson, fondatrice et directrice de Reclaim Finance



Père Edwin Gariguez, prêtre catholique et militant écologique philippin

Malgré son engagement à ne plus financer les nouveaux projets pétroliers et l'adoption d'objectifs de baisse de son exposition à la production pétrolière,⁵⁷ Crédit Agricole se laisse toujours la possibilité de financer de nouveaux projets gaziers ainsi que les entreprises qui développent de nouveaux projets de production et de transport d'hydrocarbures.⁵⁸ Ces soutiens sont cruciaux alors que 96,2% de son financement à l'expansion passe par les entreprises qui les développent (vs. 3,8% de financement dédié aux projets).⁵⁹

Crédit Agricole se classe au 23e rang mondial des 60 plus grandes banques finançant les énergies fossiles,⁶⁰ avec \$US 89 milliards accordés au secteur depuis 2016, dont US\$ 35 milliards aux 100 plus gros développeurs d'énergies fossiles. Malgré son engagement à travers la Net Zero Banking Alliance (NZBA) à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 suivant une trajectoire 1,5°C, Crédit Agricole continue de financer l'expansion pétro-gazière.⁶¹ En 2022, la banque française est même sur la première marche du podium des 3 principaux soutiens européens à l'expansion fossile avec US\$ 6,1 milliards octroyés aux 100 plus grands développeurs d'énergies fossiles. Parmi ses principaux clients, on retrouve notamment la TotalEnergies, 7e plus grand développeur pétro-gazier au monde, dont la

stratégie climat n'est, elle non plus, pas alignée sur une trajectoire 1.5°C.⁶² Crédit Agricole est le premier soutien de la major française avec US\$ 9.5 milliards accordés depuis 2016.

Cette année, l'AG de Crédit Agricole sera marquée par le renouvellement de nombreux administrateurs, notamment deux membres du comité RSE.⁶³

Reclaim Finance interviendra pour interpellier la direction sur le rôle de la banque dans le financement de l'expansion pétro-gazière. Une question sera également posée pour savoir si Crédit Agricole est prêt à adopter un objectif de ratio de financement correspondant à 1 euro octroyé aux énergies fossiles pour 5 euros à la production et distribution d'énergies "soutenables" à horizon 2030.⁶⁴ Ce serait l'occasion pour la banque de démontrer la crédibilité de son ambition à devenir un acteur majeur de la transition énergétique.

Notre porte-parole sur Crédit Agricole :

Lucie Pinson, fondatrice et directrice exécutive de Reclaim Finance, lucie@reclaimfinance.org, +33679543715

Société Générale

Assemblée générale : 23 mai - 16h - Salle Gaveau



Lucie Pinson, fondatrice et directrice de Reclaim Finance

Société Générale se classe au 21ème rang mondial des 60 plus grandes banques finançant les énergies fossiles, avec \$US 98 milliards accordés au secteur depuis 2016, dont US\$ 32 milliards aux 100 plus gros développeurs d'énergies fossiles. Membre de la Net Zero Banking Alliance (NZBA), elle n'a toujours pas aligné ses paroles sur ses actes : la banque française continue de soutenir des développeurs fossiles malgré ses engagements à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 suivant une trajectoire 1,5°C.⁶⁵ Depuis son adhésion, elle a notamment octroyé US\$ 2 640 millions à TotalEnergies.⁶⁶ 95,9 % de son financement total à l'industrie pétro-gazière passe par les entreprises (vs. 4,1 % de financement dédié aux projets).⁶⁷

Société Générale n'a pour l'heure adopté aucune mesure pour mettre fin au financement de nouveaux projets d'exploration, de production ou de transport d'hydrocarbures conventionnels - que ce soit en financement dédié à des projets ou par le financement des entreprises qui les développent.

Cette AG sera marquée par le changement de direction générale avec le départ de Frédéric Oudéa, remplacé par Slawomir Krupa, actuellement directeur général adjoint. Reclaim Finance appelle les actionnaires de Société Générale à envoyer un signal clair de leur insatisfaction vis-à-vis de la stratégie climatique de l'entreprise en votant contre les résolutions relatives

au renouvellement des mandats d'administrateurs et à la rémunération des dirigeants, qui n'intègre pas suffisamment les enjeux climatiques.⁶⁸

Reclaim Finance interviendra pour interpeller la direction sur le rôle de la banque dans le financement de l'expansion pétro-gazière ainsi que pour l'interroger sur ses objectifs de financement de la transition énergétique, en particulier des énergies renouvelables en substitution des énergies fossiles.

Notre porte-parole sur Société Générale :

Lucie Pinson, fondatrice et directrice exécutive de Reclaim Finance, lucie@reclaimfinance.org, +33679543715

Depuis l'Accord de Paris, les quatre banques françaises BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et BPCE Natixis ont versé 405 milliards de dollars aux énergies fossiles.

(Source : Banking On Climate Chaos, Mars 2023)



Ariel Le Bourdonnec, chargé de campagne Assurance et Réassurance chez Reclaim Finance

Le 4ème réassureur non-vie de la planète avait su, comme AXA, prendre des mesures sur le charbon dès 2017. Cependant, SCOR est aujourd'hui en retard sur ses concurrents et paie le prix fort de cet attentisme.

En 2022, pour la première fois en 20 ans, le groupe SCOR a accusé des pertes nettes (- €300 millions). Un résultat qui s'explique notamment par les nombreuses catastrophes naturelles qui ont touché ses clients tout au long de l'année 2022. Dans le même temps, SCOR continue d'alimenter les risques qui lui coûtent cher en couvrant des nouveaux projets d'énergies fossiles, notamment les nouveaux champs de gaz ou les terminaux de gaz naturel liquéfié, prétextant que le gaz est nécessaire à la transition.⁶⁹

SCOR ne peut plus se permettre d'attendre et doit désormais placer le climat au cœur de sa future stratégie en annonçant de nouveaux engagements sur le pétrole et le gaz. Des engagements qui suivraient ceux déjà pris en

2022 par ses concurrents Munich Re, Swiss Re et Hannover Re.

Début mai, quelques jours avant l'assemblée générale, Thierry Léger, ancien directeur de la souscription de Swiss Re (2ème réassureur mondial), prendra son poste de directeur général du groupe SCOR avec pour première mission la définition de ce nouveau plan stratégique attendu.

Reclaim Finance interviendra pour demander au nouveau directeur, Thierry Léger, d'engager SCOR dans la voie suivie par Swiss Re et ainsi cesser de soutenir l'expansion pétro-gazière.

Notre porte-parole sur Scor :

Ariel Lebourdonnec, chargé de campagne Assurance chez Reclaim Finance, ariel@reclaimfinance.org, 06 99 39 92 85



LE RÔLE DES ACTEURS FINANCIERS DANS LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ENTREPRISES

Le rôle des investisseurs en assemblée générale

En assemblée générale, les entreprises offrent aux actionnaires l'opportunité de poser des questions à la direction de l'entreprise, et sollicitent leur approbation de la stratégie d'entreprise et des pratiques managériales :

- Les actionnaires peuvent poser des questions écrites en amont de l'assemblée générale, dont les réponses seront publiées quelques jours après la tenue de cette dernière, ainsi que des questions à l'oral pendant l'assemblée générale.
- Le vote en assemblée générale constitue un levier majeur d'expression pour les actionnaires qui ne seraient pas satisfaits de la stratégie de l'entreprise. Pour les investisseurs qui se sont engagés à viser l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C, le vote représente une occasion de sanctionner une entreprise dont la stratégie climatique ne serait pas alignée avec ce scénario. Dans le secteur des énergies fossiles en particulier, toute entreprise qui poursuit des activités d'expansion s'inscrit dans une trajectoire incompatible avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C.

Les investisseurs soucieux de lutter contre le dérèglement climatique doivent se saisir de ces leviers d'action pour faire du climat une priorité des assemblées générales 2023. Ils peuvent intégrer les enjeux climatiques à travers plusieurs types de résolutions sur lesquelles

ils sont amenés à voter : les résolutions Say on Climate, les résolutions climatiques d'origine actionnariale, et les résolutions courantes.

Le "Say on Climate"

Les Say on Climate sont des résolutions consultatives à travers lesquelles la direction demande l'approbation du plan climat de l'entreprise par les actionnaires. Un nombre croissant d'entreprises ont recours à ce mécanisme : en 2022, 10 entreprises françaises présentaient ainsi une résolution Say on Climate à leurs investisseurs.⁷⁰

En l'absence de réglementation, ces résolutions présentent cependant un risque élevé de greenwashing. D'un côté, le conseil d'administration est en effet libre de leur inscription à l'ordre du jour, des informations publiées sur la stratégie climatique, de la fréquence du vote, et des conséquences d'un vote négatif. De l'autre, les investisseurs tendent à justifier leur soutien à ces résolutions en raison de leur soutien au principe même du dialogue actionnarial, alors que leurs votes en leur faveur encouragent les entreprises à ne pas réhausser l'ambition de stratégies objectivement insuffisantes. Par exemple, en 2022, le plan climat de TotalEnergies a été approuvé par 89% de ses actionnaires alors que 70 % des investissements de la major française iront dans ses activités de production d'hydrocarbures⁷¹ en 2023, dont 25% dédiés aux nouveaux projets.⁷² Dans les deux cas, les résolutions Say on Climate sont donc une potentielle opportunité pour les entreprises et leurs actionnaires de donner l'apparence

Le Say on Climate de TotalEnergies en 2023

Le Say on Climate de TotalEnergies en 2023

A son assemblée générale 2023, TotalEnergies consultera une nouvelle fois ses actionnaires sur sa stratégie climatique et sa mise en œuvre. Bien que l'entreprise pétro-gazière ait progressivement amélioré à la fois la transparence et l'ambition de son plan climat, celui-ci reste largement insuffisant au regard des impératifs climatiques.⁷³

L'entreprise persiste en effet à développer de nouveaux projets pétroliers et gaziers, à rebours des projections de l'AIE qui prévoit l'arrêt du développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers dans un scénario aligné sur 1,5°C. Par ailleurs, TotalEnergies ne publie pas un certain nombre d'informations clés permettant d'évaluer l'alignement de sa stratégie climatique avec une trajectoire 1,5°C, telles que les détails de son plan d'investissement, et notamment le détail des investissements consacrés à la production d'énergies renouvelables.

Reclaim Finance appelle les investisseurs de la major française à voter contre son faux plan climat afin de ne pas apporter leur soutien à une stratégie climaticide.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Lucie Pinson, directrice de Reclaim Finance - lucie@reclaimfinance.org - 06 79 54 37 15

d'une action climatique sans imposer aucune contrainte réelle sur la stratégie de l'entreprise.

Il est donc essentiel que les investisseurs agissent pour garantir la complétude des Say on Climate et s'engagent à voter systématiquement contre les plans climat qui demeurent incomplets ou qui démontrent un manque d'ambition des stratégies climatiques des entreprises concernées.

Parmi les institutions financières, seul Amundi prévoit d'organiser un Say on Climate.

Les résolutions climatiques d'origine actionnariale

Les résolutions climatiques d'origine actionnariale sont déposées par un groupe d'actionnaires auprès d'une entreprise, selon

les règles de dépôt applicables dans chaque juridiction concernée. En France, le dépôt d'une résolution actionnariale n'est possible que si le groupe d'investisseurs détient plus de 0,5 % du capital de l'entreprise.

Les investisseurs sont de plus en plus nombreux à s'en emparer pour exprimer leurs attentes concernant les stratégies climatiques des émetteurs. Ces résolutions visent la plupart du temps à renforcer le niveau de transparence des informations communiquées sur la stratégie climatique de l'entreprise, ou à exiger son alignement avec les scénarios scientifiques de référence.

Cette année, en France, seules les entreprises TotalEnergies et Engie sont visées par des résolutions actionnariales sur le climat.⁷⁴

A l'international, dans le secteur de l'énergie,

plusieurs autres résolutions actionnariales visent des majors pétro-gazières (BP,⁷⁷ Shell,⁷⁸ Chevron,⁷⁹ ExxonMobil⁸⁰). Reclaim Finance appelle les investisseurs à soutenir ces résolutions dans la mesure où aucune de ces entreprises n'a renoncé à développer de nouveaux projets pétroliers et gaziers.

Outre-atlantique, un grand nombre de résolutions climatiques actionnariales ciblent également des acteurs financiers, tels que JP Morgan Chase, Bank of America, Goldman Sachs, ou encore Morgan Stanley.

Les résolutions courantes

Au-delà des résolutions directement liées au climat, les investisseurs peuvent également exprimer leur opposition à la stratégie climatique de l'entreprise à travers certaines résolutions courantes de l'assemblée générale :

- ***Le renouvellement des membres du conseil d'administration***

Le conseil d'administration est directement responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise, qui inclut la stratégie climatique. Si l'entreprise ne publie pas suffisamment d'informations sur sa stratégie climatique permettant aux investisseurs d'évaluer son alignement avec une trajectoire 1,5°C, ou si elle poursuit des activités clairement incompatibles avec une telle trajectoire, telle que l'expansion pétro-gazière, alors les investisseurs doivent sanctionner le conseil d'administration sortant en votant contre le renouvellement de ses membres.

Par exemple, Reclaim Finance recommande de voter contre le renouvellement des quatre administrateurs de BNP Paribas dont le mandat arrive à terme, en particulier Jean Lemierre et Jacques Aschenbroich qui sont également membres du conseil d'administration de TotalEnergies. Ce vote permettrait d'exprimer au opposition claire à la politique de BNP Paribas qui continue de financer massivement les énergies fossiles, malgré de nouveaux engagements récents. En 2022, la banque française a ainsi octroyé

20 milliards de dollars aux énergies fossiles en 2022, dont plus de 5 milliards de dollars aux entreprises actives dans l'expansion.⁸¹

- ***L'approbation de la rémunération des dirigeants exécutifs et des administrateurs***

La rémunération variable des dirigeants exécutifs intègre des critères reflétant les priorités stratégiques de l'entreprise. A l'heure de la crise climatique, il est essentiel que cette rémunération accorde une place majeure à ces critères climatiques pour inciter les dirigeants exécutifs à l'action climatique. Ces critères doivent être clairement définis et mesurables, liés à des cibles clés de la stratégie climatiques, tels que les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, les actionnaires peuvent également être amenés à se prononcer sur la rémunération des membres du conseil d'administration. Contrairement à celle des dirigeants exécutifs, leur rémunération ne contient pas de partie variable conditionnée à la performance de l'entreprise. Un vote contre la rémunération du conseil d'administration signifie que les administrateurs n'ont pas rempli les missions stratégiques qui leur ont été confiées, notamment dans le cas où la stratégie climatique manque d'ambition ou n'est pas correctement mise en œuvre.

A titre d'exemple, Reclaim Finance recommande de voter contre les résolutions proposées par la direction de BP qui concernent la rémunération de ses dirigeants exécutifs et de ses administrateurs. D'une part, la stratégie climatique de la major est incompatible avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5°C, notamment en raison des activités d'expansion pétro-gazière poursuivies par l'entreprise. Ses objectifs de décarbonation ont même été revus à la baisse en 2023 alors qu'ils n'étaient déjà pas alignés avec une trajectoire 1,5°C.⁸² D'autre part, la rémunération annuelle variable du directeur général Bernard Looney et du directeur financier Murray Auchincloss est très faiblement conditionnée par la performance climatique de l'entreprise. Seul

un critère lié au climat entre en compte dans sa détermination, et celui-ci ne représente que 15% de la rémunération annuelle variable maximale et repose sur un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre couvrant uniquement les Scopes 1 et 2.

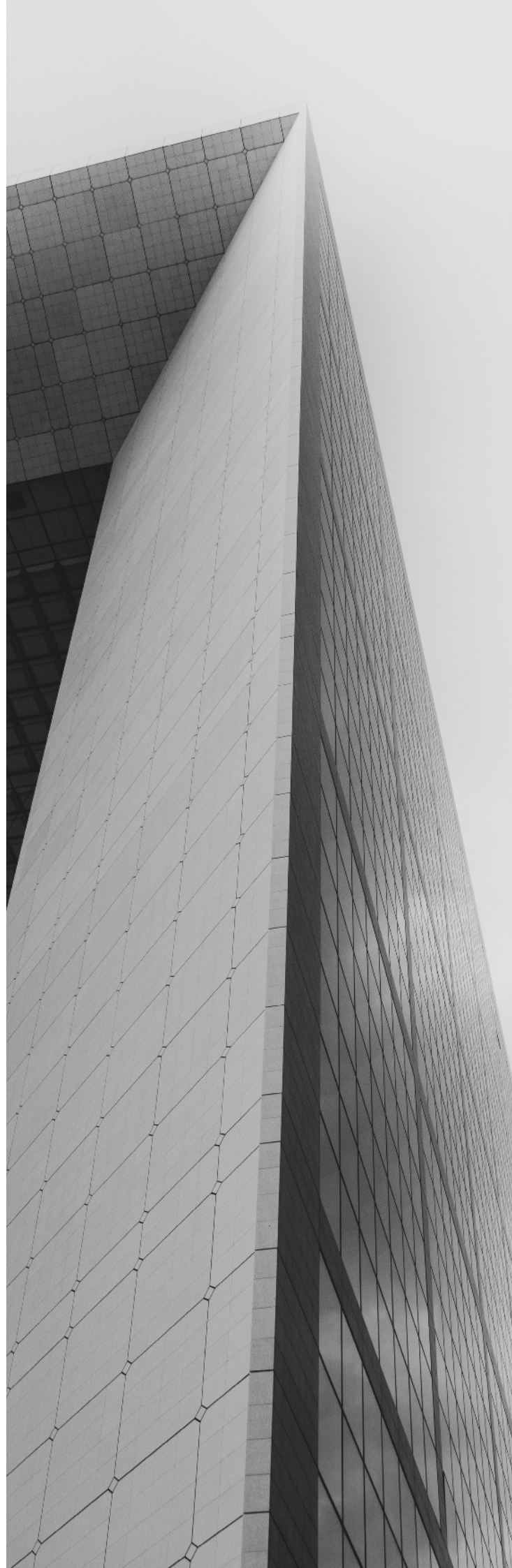
- **L'approbation des états financiers et le renouvellement des auditeurs**

A ce jour, un grand nombre d'entreprises ne communique pas suffisamment sur la façon dont les risques liés au climat sont pris en compte dans l'élaboration de leurs états financiers. De la même façon, les auditeurs ne sont pas véritablement transparents sur la façon dont ils vérifient que ces risques aient été intégrés.

Ce double manque de transparence pénalise les investisseurs puisque les états financiers publiés risquent de présenter une image erronée ou trompeuse de la situation financière de l'entreprise au regard des impacts du changement climatique et de la transition globale de l'économie. C'est le cas notamment lorsque le rythme de dépréciation de certains actifs ne correspond pas à ce que prévoit le plan de climat ou l'évolution de la réglementation.

Les investisseurs peuvent donc se saisir du vote sur les comptes et sur le renouvellement des auditeurs pour exprimer leur opposition à l'absence d'intégration de ces risques.

Par exemple, Reclaim Finance recommande de voter contre l'approbation des états financiers et le renouvellement des auditeurs à l'assemblée générale d'ArcelorMittal. Le producteur d'acier publie en effet très peu d'informations sur la façon dont les risques liés au climat (en particulier, les impacts potentiels du changement climatique et les risques liés à la transition globale de décarbonation) sont pris en compte dans ses comptes. De manière similaire, dans leur rapport d'audit, les auditeurs d'ArcelorMittal (Deloitte en 2021, EY en 2022) communiquent de façon insuffisante sur les analyses réalisées pour s'assurer que les risques liés au climat ont bien été intégrés dans les états financiers audités.⁸³



ANNEXE :

NOS QUESTIONS ÉCRITES

En parallèle des interventions en AG, Reclaim Finance a transmis une série de quatre questions écrites similaires aux cinq institutions financières françaises (ci-dessous l'exemple des questions adressées aux banques). La comparaison des réponses permettra d'analyser les différents engagements pris.

Question 1 : Engagement sur la fin du financement de l'expansion pétro-gazière

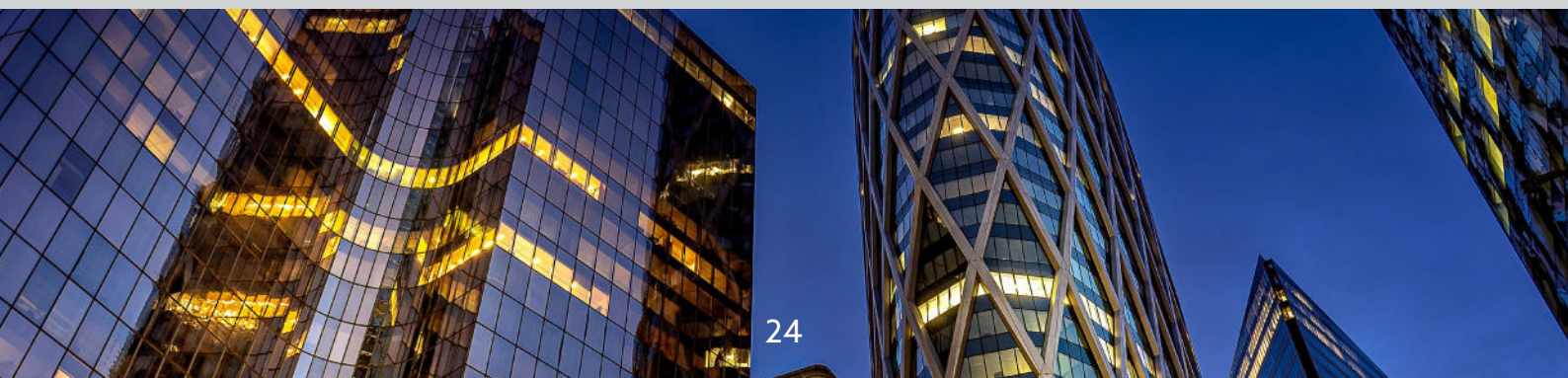
La communauté scientifique considère sans ambiguïté que pour ne pas dépasser un niveau de réchauffement planétaire au-delà de 1,5°C avec pas ou peu de dépassement et un recours limité aux émissions négatives, aucun nouveau champ pétrolier ou gazier ne devrait être développé, et ce même après la crise énergétique déclenchée par la crise sanitaire puis aggravée par l'invasion de l'Ukraine.

L'AIE projette, dans son scénario NZE, que le pic de consommation de gaz destiné à la production d'électricité doit être atteint en 2025, avant de décliner de 97 % entre 2021 et 2040.⁸⁴ En Europe, la demande en gaz devrait diminuer dès 2024 et la production d'électricité devrait atteindre la neutralité carbone à horizon 2035. L'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA) estime que si les projets d'importation de GNL actuellement prévus d'être construits se concrétisent, l'Europe se retrouverait avec 415 milliards de mètres cubes (bcm) de capacité d'importation pour une demande estimée à 150 bcm à horizon 2030, soit un surplus de 177 %.⁸⁵

Si vous ne prévoyez pas de cesser de soutenir financièrement le développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers, que ce soit par du financement de projet ou par le financement des entreprises qui les développent, le risque de ne pas respecter vos objectifs climatiques est significatif.

Dans ce contexte, quelles mesures envisagez-vous de prendre pour que les entreprises pétro-gazières que vous financez cessent le plus rapidement possible de développer de nouveaux champs ? Dans vos relations commerciales avec ces entreprises, leur demandez-vous explicitement de programmer l'arrêt du développement de nouveaux projets ? Si oui, à quelle échéance ? Ce critère conditionne-t-il - ou pourrait-il conditionner - votre soutien financier à ces entreprises à court terme ? Si tel était le cas, à partir de quand ?

Comptez-vous continuer d'octroyer des services financiers pour le développement de nouveaux projets pétroliers ou gaziers ? Si oui, à partir de quand envisagez-vous d'y mettre un terme ?



Question 2 : Utilisation d'un scénario de référence pour définir des cibles de décarbonation

L'adoption de cibles de décarbonation est un outil utile de pilotage de la stratégie climatique de votre groupe, à condition de suivre sur une trajectoire qui vise à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C avec peu ou pas de dépassement et un recours limité aux énergies fossiles.

En complément du constat posé dans la question précédente, la communauté scientifique estime que pour conserver nos chances de limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C et miser sur un recours limité aux technologies et émissions négatives, la production et la consommation de pétrole et de gaz doit diminuer de 30 % d'ici 2030, soit une baisse d'environ 3 % par an pour chacun de ces hydrocarbure tout le long de la décennie.⁸⁶ L'AIE estime également dans son scénario Net-Zero-by-2050 qu'entre 2030 et 2040, la production de gaz et de pétrole doit décliner respectivement de 51 et 47 %.⁸⁷ Par ailleurs, 40 % des réserves développées d'hydrocarbures

doivent rester sous terre pour avoir 50 % de chance de limiter le réchauffement à 1,5°C.⁸⁸

Dans ce contexte, pouvez-vous vous engager à piloter votre trajectoire de décarbonation suivant un objectif de limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C avec pas ou peu de dépassement et un recours limité aux émissions négatives ? Si ce n'est pas le cas, pouvez-vous expliquer pourquoi ne souhaitez-vous pas faire référence à un tel scénario ?

Par ailleurs, vous faites référence au scénario Net-Zero-by-2050 de l'AIE pour justifier vos engagements climatiques, notamment vos cibles de décarbonation.

Pourquoi ne pas y faire également référence sur l'ensemble de vos politiques sectorielles liées à l'énergie, en particulier en ce qui concerne le soutien aux nouveaux projets pétro-gaziers ainsi qu'aux entreprises qui les développent ?

Question 3 : Objectifs d'investissements dans la transition énergétique selon un ratio de 1 à 5

L'AIE projette un doublement des investissements annuels dans le secteur énergétique d'ici 2030 pour atteindre la neutralité carbone à horizon 2050 et ainsi parvenir à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, avec une multiplication par 3,2 des investissements dans la transition énergétique. Cet objectif vient en complément d'une baisse des financements des énergies fossiles afin d'arriver à un ratio de l'ordre de 1 euro investi dans les énergies fossiles pour 5 euros investis dans la production et la distribution d'énergie "propre" à horizon 2030 (principalement dans le solaire et l'éolien), et 4 euros dans l'utilisation finale d'énergie et l'efficacité énergétique.

Au niveau mondial, nous sommes actuellement loin de ce ratio puisque, toujours d'après l'AIE, pour chaque euro investi dans les énergies fossiles, à peine 1,5 euros sont investis dans les énergies "propres" (selon la définition de l'AIE).

A l'échelle de votre entreprise, il n'existe pas de données agrégées permettant de savoir quels financements ont été octroyés aux énergies fossiles en comparaison de ce qui a été octroyé à la transition énergétique, ni de cibles d'évolution de ces financements à horizon 2030.

Ainsi, parmi les "financements verts", quelle est la part destinée à la transition énergétique et quels sont les types d'énergies visés ? Envisagez-vous de fixer un objectif de montant de financement spécifique pour la transition énergétique à horizon 2030 ? Quelles sources d'énergies intégrez-vous dans ce montant ? Envisagez-vous d'appliquer à minima un ratio de 5 pour 1 à vos financements dans la production et la distribution d'énergie soutenable (5) d'une part et aux énergies fossiles d'autre part (1), à horizon 2030, avec une cible intermédiaire à court-terme ?

Question 4 : Organisation régulière d'un Say on Climate

Début mars 2023, l'Autorité des Marchés Financiers se prononçait en faveur de la systématisation des résolutions Say on Climate à l'ordre du jour des assemblées générales annuelles des sociétés cotées.⁸⁹ Ces résolutions visent à renforcer le dialogue actionnarial en sollicitant l'approbation de la stratégie climatique de l'entreprise par les actionnaires par l'intermédiaire d'un vote en assemblée générale.

L'AMF précise que les sociétés devront en amont avoir rendu publics les détails de leur stratégie climatique, et notamment les objectifs précis associés. Elle se positionne également en faveur d'un suivi régulier en assemblée générale de la mise en œuvre de cette stratégie.

En parallèle, le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) a adressé un courrier aux entreprises du SBF 120 en septembre 2021 puis a publié une tribune en mars 2022⁹⁰ et en mars 2023 appelant les entreprises à généraliser le Say on Climate.⁹¹ Il recommande d'organiser un vote annuel consultatif sur deux résolutions distinctes présentées par le conseil d'administration : l'une portant sur la stratégie climatique de l'entreprise, et l'autre sur la mise en œuvre de cette stratégie.

Par ailleurs, afin de fournir aux investisseurs des informations suffisantes pour évaluer l'alignement de la stratégie climatique d'une entreprise sur une trajectoire de 1,5°C avec un dépassement faible ou nul et un volume limité d'émissions négatives de gaz à effet de serre, votre stratégie climatique devrait inclure à minima les indicateurs clés suivants :

1. Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à court et moyen terme pour les scopes 1, 2 et 3, exprimés à la fois en termes absolus et en termes d'intensité.
2. Volumes d'investissement et les montants souscrits, ainsi que les objectifs d'émissions des investissements et des émissions assurées à court, moyen et long terme pour les secteurs à fortes émissions - au moins les combustibles fossiles et l'électricité.
3. Des politiques robustes pour le secteur des

combustibles fossiles qui :

- a. couvrent tous les produits et services offerts par une entreprise ;
- a. couvrent les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz ;
- a. prévoient de cesser de fournir des services financiers aux entreprises impliquées dans l'expansion des secteurs du charbon, du pétrole et du gaz ;
- a. fixent comme objectif de cesser progressivement de fournir des services financiers aux projets et entreprises liés au charbon d'ici à 2030 dans les pays de l'OCDE et d'ici à 2040 au plus tard dans le reste du monde ;
- a. exige des entreprises en portefeuille qu'elles publient un plan de sortie progressive des énergies fossiles conforme à une trajectoire de 1,5 °C.

4. Une politique robuste pour un secteur de l'électricité soutenable qui :
 - a. comprend une définition claire du champ d'application de l'énergie soutenable ;
 - b. exclut les secteurs du gaz naturel et de l'énergie nucléaire.
5. Le volume d'investissement dans l'énergie soutenable à court, moyen et long terme ou/et les montants souscrits, ainsi que les objectifs de développement de nouvelles capacités.
6. Scénario de référence utilisé pour définir les objectifs.

Au vu de ce contexte, vous engagez-vous à soumettre chaque année au vote des actionnaires un Say on Climate constitué de deux résolutions, l'une sur l'approbation de votre stratégie de transition, et l'autre sur sa mise en œuvre, qui contient les indicateurs clés susmentionnés ?

Dans la mesure où les investisseurs ont besoin d'évaluer la crédibilité de votre plan climat, envisagez-vous de le faire certifier sur la base d'un scénario visant une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C avec peu ou pas de dépassement et un recours limité aux émissions négatives ?

Sources

1. GIEC, *The Synthesis Report of the Sixth Assessment Report*, Mars 2023
2. Groupe d'experts de haut niveau des Nations-Unies sur les engagements de neutralité carbone des entités non étatiques, *Integrity Matters: Net Zero commitments by Businesses, Financial Institutions, Cities and Regions*, Novembre 2022
3. AIE, *Net Zero by 2050, A Roadmap for the Global Energy Sector*, Octobre 2021
4. Le Port Arthur Community Action Network, ou "PACAN", est une organisation à but non lucratif visant la défense des droits environnementaux et communautaires.
5. SierraClub, LNG Export Expansion Would be a Climate Disaster, Juin 2022.
6. Reclaim Finance, Call from 37 global NGOs for financial institutions to commit to not provide any financial support to South Texas fracked gas export projects, Mars 2023.
7. AXA Group, Energy Policy Focus on the Oil and Gas industry, page 4, Janvier 2021.
8. SCOR, Sustainability policy, page 19, Mars 2023.
9. BNP Paribas, Politique sectorielle - Pétrole et gaz, 4.2.2, Mai 2022.
10. Société Générale, Politique sectorielle pétrole et gaz, 6.2, Janvier 2022.
11. BNP Paribas, Politique sectorielle - Pétrole et gaz, 3.2, Mai 2022.
12. Novethic, Société Générale et Crédit Agricole disent non au très controversé projet de gaz de schiste Rio Grande LNG, 28 mars 2023.
13. Le montant global des financements s'élevait à 13 milliards de dollars. Source : IJGlobal.
14. Sempra Infrastructure, Sempra Infrastructure Announces Agreement with ENGIE for Supply of U.S. LNG from Port Arthur LNG Phase 1, décembre 2022 / Les Echos, Engie signe un contrat controversé dans le gaz de schiste aux Etats-Unis, Mai 2022.
15. TotalEnergies devrait annoncer prochainement une commande de GNL exporté depuis Rio Grande LNG, ce qui pourrait déclencher la décision finale d'investissement qui est retardée depuis plusieurs années. (Le Monde, Gaz de schiste : un projet texan controversé suscite l'intérêt d'énergéticiens français, Avril 2023).
16. Goldman Prize, <https://www.goldmanprize.org/recipient/edwin-gariguez/>, 2012
17. Protect VIP (coalition de communautés et d'organisations qui militent pour la protection du passage de l'île Verde), the Verde Island Passage
18. GOGEL, Philippines: LNG Boom in the Verde Island Passage
19. En 1803, les Mapuche revendiquaient 5 millions d'hectares. En 1927, ils n'en comptaient plus que 500 000 (Le Monde, Au Chili, les indigènes Mapuche veulent reconquérir leurs terres, Avril 2022).
20. Council on Hemispheric Affairs, Benetton in Patagonia – The Oppression of Mapuche in the Argentine South, Août 2017 / El Pais, Benetton y los mapuches, batalla sin fin en la Patagonia argentina,
21. Le Monde, Au Chili, de gigantesques incendies « incontrôlables », les plus importants après ceux de 2017, Février 2023.
22. En plus des subventions déjà octroyées au secteur (US\$ 576 millions en 2019, soit 0,2 % du PIB), le gouvernement argentin souhaite promouvoir une loi pour stimuler l'investissement dans le GNL, notamment pour développer les infrastructures de transport (oléoducs, terminaux GNL, etc.), principal frein à l'augmentation de la production à ce stade (FARN, Los subsidios a los combustibles fósiles 2019-2020, Août 2020) / Reuters, Analysis: Argentina's Vaca Muerta shale boom is running out of road, Décembre 2022).
23. FMI, Fourth Review Under The Extended Arrangement Under The Extended Fund Facility, Requests For Modification Of Performance Criteria, Waiver For Non Observance Of Performance Criteria, And Financing Assurances Review, Avril 2023.
24. Les réserves de Vaca Muerta représentent une valeur de 2 055 milliards de dollars, soit quatre fois le PIB de l'Argentine (350.org, Vaca Muerta Basin: An Oil & Gas Trap IMF and global capital markets neglect the risk of ballooning Argentina's debt and liability problem, Juillet 2022).
25. Buenos Aires Times, Mapuche group files lawsuit against multinationals over pollution from Vaca Muerta, Décembre 2018.
26. Greenpeace a estimé que l'extraction de l'ensemble des réserves d'hydrocarbures de Vaca Muerta entraînerait les émissions de 50 milliards de tonnes de CO₂e (Reporterre, En Argentine, la Patagonie est le nouvel eldorado du gaz de schiste, Mars 2019).
27. EJES, Vaca Muerta Megaproject A fracking carbon bomb in Patagonia, Décembre 2017.
28. Les Echos, Le schiste se développe en dehors des Etats-Unis, Mai 2017.
29. Source : Rystad.

30. Ces services financiers incluent US\$ 20,5 milliards de prêts et une contribution à des émissions obligataires pour un montant de US\$ 30 milliards
31. AP, [Senegal gas deal drives locals to desperation, prostitution](#), Avril 2023.
32. Certains projets ont déjà fait l'objet d'une forte mobilisation de la société civile internationale. Voir par exemple les [efforts menés contre le projet PNG LNG](#).
33. Reclaim Finance, [WEO 2022 - De l'âge des énergies fossiles à l'ère de l'énergie propre](#), Novembre 2022.
34. Antonio Guterres (UN), [Zero tolerance for greenwashing](#), Novembre 2022.
35. Reclaim Finance, [Oil and gas policy tracker](#).
36. Reclaim Finance, [Politique climat : Crédit Mutuel tente de rectifier le tir](#), Avril 2023.
37. [Banking On Climate Chaos](#), 2023
38. Reclaim Finance, [Les 10 idées reçues contre l'action climatique](#), Novembre 2022
39. Reclaim Finance, [Leader sur le charbon, AXA reste un pilier du pétrole et du gaz](#), Décembre 2020.
40. Thomas Buberl, directeur général d'AXA, a en effet mentionné à [certaines reprises](#) qu'il considérait le gaz comme une énergie de transition.
41. AXA XL a réduit de 27% son exposition aux risques de catastrophes naturelles en 2022. Voir AXA, [communiqué de presse - résultats annuels 2022](#), 2023
42. Investissements en actions et en obligations en septembre 2022.
43. Munich Re, Zurich, Hannover Re ont quitté la NZIA au cours du mois d'avril 2023.
44. La seule politique d'exclusion adoptée par Amundi dans le secteur du pétrole et du gaz porte sur les entreprises dont l'activité d'exploration et d'extraction est exposée à plus de 30 % aux hydrocarbures non conventionnels (selon une définition très restreinte). (Amundi, [Politique d'investissement responsable](#), page 28, Octobre 2022).
45. Amundi a voté "contre" 60% des résolutions Say on Climate sur lesquelles il a voté en 2022 (source : SquareWell, Insightia). Par ailleurs, selon une [étude de Majority Action](#) sur la saison de vote 2022, Amundi a voté "pour" 67,8% des administrateurs soutenus par le management des entreprises du S&P500 faisant partie des secteurs critiques d'un point de vue climatique (61 entreprises analysées).
46. Amundi, [Résultats du 3ème trimestre 2022](#), Octobre 2022.
47. Urgewald, [Investing on Climate Chaos](#), Avril 2023.
48. Investissements en actions et en obligations en septembre 2022.
49. Source : Bloomberg, 26/01/2023
50. Les autres membres du Conseil d'Administration qui font l'objet d'un renouvellement de mandat sont Christine Gandon, Hélène Molinari et Christian Rouchon.
51. BNP Paribas ne s'engage qu'à ne pas financer de nouveaux champs pétroliers (conventionnels et non-conventionnels). (BNP Paribas, [Politique sectorielle - Pétrole et gaz](#), Mai 2022).
52. Les Amis de la Terre, [Vers le procès d'un financier du chaos climatique](#), Octobre 2022.
53. [Banking On Climate Chaos](#), 2023
54. Reclaim Finance, [Evaluation des stratégies climat des entreprises pétro-gazières](#), Mars 2023
55. Source : Profundo / Bloomberg.
56. Par énergies "soutenables", il est entendu ici les énergies renouvelables qui n'ont pas d'impact significatif sur le climat ou la biodiversité. Ce ratio répond à ce qui est préconisé par l'AIE dans ses dernières projections (Bloomberg NEF, [Investment Requirements of a Low-Carbon World: Energy Supply Investment Ratios](#), Octobre 2022).
57. Crédit Agricole, [Crédit Agricole S.A. précise les objectifs intermédiaires et les plans d'actions de 5 secteurs pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050](#), Décembre 2022.
58. Reclaim Finance, [Crédit Agricole avance mais épargne le gaz](#), Janvier 2023
59. Calcul réalisé en prenant en compte les flux de financement de Crédit Agricole entre juin 2021 et septembre 2022 aux 168 plus gros développeurs upstream et midstream de pétrole et de gaz selon la [Global Oil and Gas Exit List](#).
60. [Banking On Climate Chaos](#), 2023
61. Reclaim Finance, [Throwing Fuel on fire : GFANZ financing of fossil fuel expansion](#), Janvier 2023.
62. Reclaim Finance, [Evaluation des stratégies climat des entreprises pétro-gazières](#), Mars 2023
63. Les mandats des administrateurs Marie-Claire Deveu et Eric Vial, membres du comité RSE d'Amundi, seront renouvelés.
64. Par énergies "soutenables", il est entendu ici les énergies renouvelables qui n'ont pas d'impact significatif sur le climat ou la biodiversité. Ce ratio répond à ce qui est préconisé par l'AIE dans ses dernières projections

(Bloomberg NEF, [Investment Requirements of a Low-Carbon World: Energy Supply Investment Ratios](#), Octobre 2022).

65. Reclaim Finance, [Throwing Fuel on fire: GFANZ financing of fossil fuel expansion](#), Janvier 2023.
66. Société générale fait partie des grandes banques françaises en première ligne parmi les 12 banques qui ont accordé un nouveau prêt de 8 milliards de dollars à TotalEnergies en 2022, le plus gros financement bancaire obtenu par la major depuis la signature de l'Accord de Paris.
67. Calcul réalisé en prenant en compte les flux de financement de Société Générale entre avril 2021 et septembre 2022 aux 168 plus gros développeurs upstream et midstream de pétrole et de gaz selon la [Global Oil and Gas Exit List](#).
68. Société Générale prévoit de renouveler les mandats de Béatrice Cossa-Dumurgier, Ulrika Ekman et Benoît de Ruffray.
69. Reclaim Finance, [Les 10 idées reçues contre l'action climatique](#), Novembre 2022
70. FIR, [Bilan des Say On Climate français 2022](#), Juin 2022.
71. Cette part ne comprend pas les investissements dans la production d'électricité alimentée en gaz fossile, que TotalEnergies a intégré à la partie "Renouvelables et électricité".
72. TotalEnergies, [Sustainability & Climate 2023 Progress Report](#), page 14, Mars 2023.
73. Reclaim Finance, [Evaluation des stratégies climat des entreprises pétro-gazières](#), Mars 2023
74. Follow This, [Large coalition of investors and activist shareholders file climate resolution at TotalEnergies](#), Avril 2023.
75. Engie, [Assemblée Générale mixte du 26 avril 2023](#), Mars 2023.
76. Reclaim Finance, ENGIE : un plan climat lacunaire et non aligné, Avril 2023
77. Follow This, [Shareholder Resolution at the 2023 AGM of BP plc](#).
78. Follow This, [Shareholder Resolution at the 2023 AGM of Shell plc](#).
79. Follow This, [Shareholder proposal at the 2023 AGM of Chevron Corporation](#).
80. Follow This, [Shareholder proposal at the 2023 AGM of ExxonMobil Corporation](#).
81. Rainforest Action Network, Banktrack, Indigenous Environmental Network, Oil Change International, Reclaim Finance, Sierra Club, Urgewald, [Banking of Climate Chaos: Fossil Fuel Finance Report 2023](#), April 2023
82. Reclaim Finance, [Assessment of BP's climate strategy](#), April 2023
83. Climate Action 100+, Net Zero Company Benchmark, [Company Assessment for ArcelorMittal](#).
84. AIE, [Net Zero by 2050, A Roadmap for the Global Energy Sector](#), Octobre 2021.
85. IEEFA, [European LNG Tracker](#), Mars 2023.
86. IISD, [Lighting the path : What IPCC energy pathways tell us about Paris-aligned policies and investments](#), Juin 2022.
87. AIE, [World Energy Outlook 2022](#), Octobre 2022
88. Oil Change International, [The Sky's Limit and the IPCC Report on 1.5 Degrees of Warming](#), Septembre 2018.
89. Commission Climat et Finance Durable de l'AMF, [Publication de la Commission Climat et finance durable : résolutions climatiques](#), Mars 2023.
90. FIR, [Le FIR appelle le SBF 120 à généraliser un Say on Climate exigeant](#), Septembre 2021.
91. FIR, [« Say on Climate » 2023 : 49 parties prenantes de l'industrie financière signataires](#), Mars 2023.

Crédits

AdobeStock

LEURS PROFITS. NOS VIES.

Les enjeux pour le climat et les droits humains des assemblées générales 2023

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

CONTACT PRESSE

Sarah Bakaloglou

Relations presse France

sarah@reclaimfinance.org

06 61 68 26 10

